



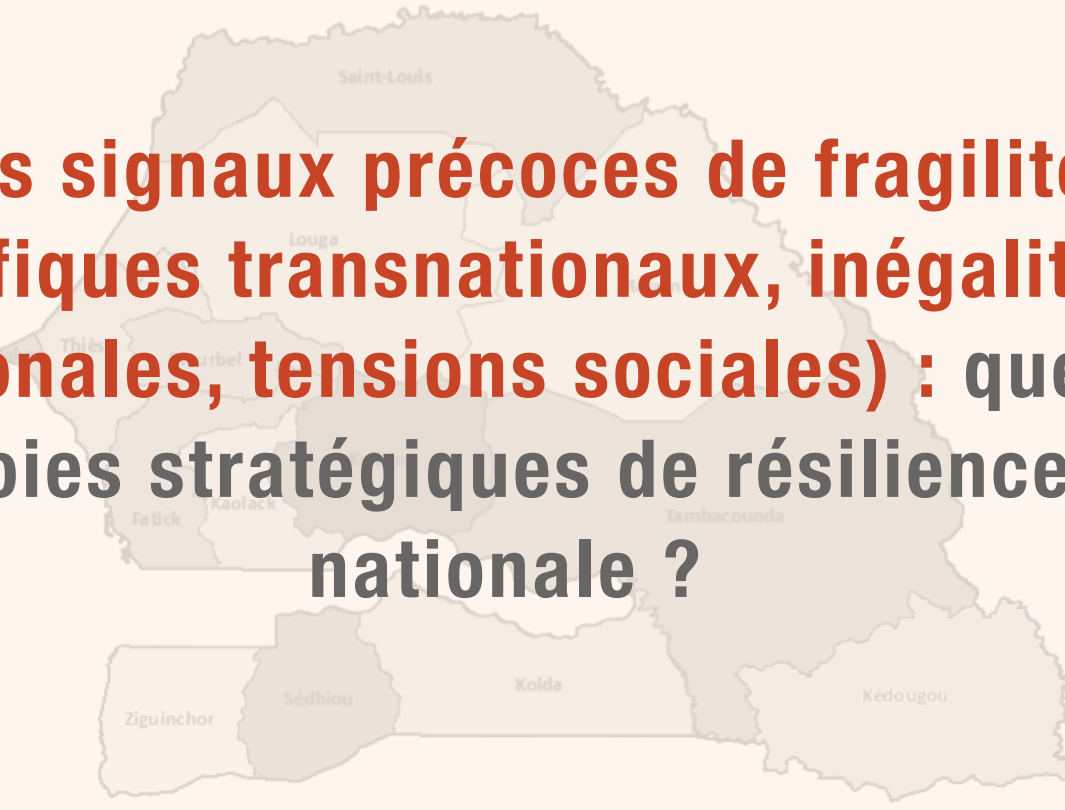
Co-funded by the
European Union

LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET
DE LA COHÉSION SOCIALE (RESDECS)
SÉNÉGAL, GUINÉE, CÔTE D'IVOIRE



RESDECS Policy briefs series

N° 3 - Sénégal | Octobre 2025



**Les signaux précoces de fragilité
(trafiques transnationaux, inégalités
régionales, tensions sociales) : quelle
voies stratégiques de résilience
nationale ?**

Résumé exécutif

Cette note de politique rassemble une série d'incidents survenus au Sénégal du 26 Septembre au 15 octobre 2025, offrant une vue d'ensemble des défis sécuritaires, sociaux, et politiques à travers le pays. Elle met en lumière trois thèmes principaux : le renforcement de l'accès aux services publics, comme le déploiement réussi d'un hôpital militaire de campagne pour la santé universelle, contraste fortement avec les inégalités d'accès aux infrastructures dégradées, notamment les routes impraticables et l'isolement des populations rurales. Parallèlement, la note de politique détaille une activité criminelle persistante, incluant des saisies importantes de drogues (cocaïne, chanvre, MDMA) et des affaires d'escroquerie et de vol, souvent résolues par l'intervention des autorités. Enfin, des tensions politiques régionales et des controverses sur la gestion des fonds publics pour les victimes d'inondations montrent des fragilités dans la gouvernance et le climat social.

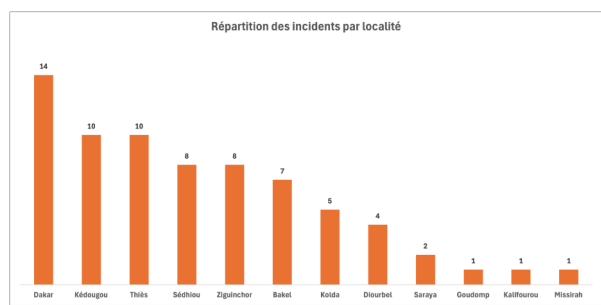
Faits saillants

- **Sécurité transnationale et lutte anti-drogue** : Kolda est un corridor majeur du trafic international, avec la saisie record de 272,25 kg de cocaïne à Kalifourou (21,78 milliards FCFA). Les forces combattent stupéfiants locaux (chanvre, kush, MDMA) et produits chimiques (mercure à Kédougou). À Saraya, un réseau de traite sexuelle génèrent 12 millions FCFA/an, confirmant les trafics transfrontaliers.
- **Déficits d'infrastructures et inégalités régionales** : Les inégalités d'accès aux services publics persistent. Des routes impraticables à Kédougou (Saraya, Kolia, Bembou-Saabodala) en hivernage causent des drames, comme le décès d'une mère à Madina Bafé faute d'évacuation.
- **Tensions de gouvernance et crise de transparence** : Le collectif des sinistrés et Gueum Sa Bopp démentent le gouvernement sur le transfert des 8 milliards FCFA d'aide, saisissant le Pôle Judiciaire Financier pour exiger transparence et audits.
- **Criminalité financière et délinquance urbaine** : À Dakar et Touba, un réseau d'escroquerie aux visas démantelés (87,55 millions FCFA, 49 plaintes). Autres cas : 5 millions FCFA de faux billets à Dakar, 3 millions de fausses coupures à Thiès.
- **Progrès économiques et initiatives de développement** : Agropole Sud (Ziguinchor) à 85% réalisé, vise 50 000 emplois. Marché Tilène inauguré. À Kolda : gisement de phosphates à Médina El Hadji ; HMC certifié OMS à Médina Yoro Foulah (292 consultations dès ouverture).
- **Crises sociales et protection des vulnérables** : À Sédhiou : une femme tuée par violences conjugales à Samakoung, suicide d'une élève de 14 ans (alerte Rouge). Ziguinchor : 11% jeunes en consommation

excessive d'alcool (STEPS 2024). Progrès notés : abandon de l'excision à Badiary. Défi à Kolda : 50% jeunes 18-25 ans non-inscrits électoralement (état civil manquant).

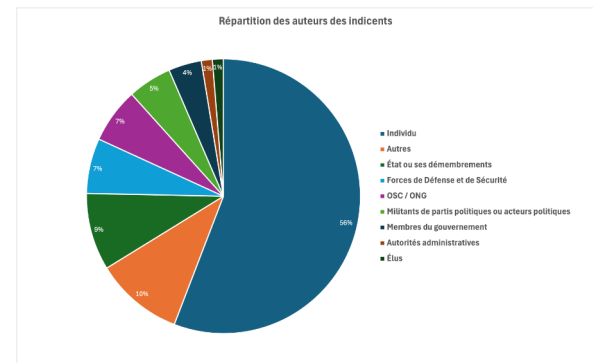
- Stabilité régionale et enjeux de la paix en Casamance** : Libération d'un militaire retenu à Djinaki (avril 2025) via médiation, accélération du déminage et réinsertion des déplacés, vigilance sanitaire accrue (Fièvre Vallée du Rift, Mpox) à Kolda et Ziguinchor.

Figure 1 : Répartition des incidents par localité



Source : Systèmes d'alerte précoce, RESDECS 2025

Figure 2 : Les auteurs des incidents



Source : Systèmes d'alerte précoce, RESDECS 2025

INTRODUCTION

La période récente au Sénégal, particulièrement dans le Sud et l'Est (Kolda, Ziguinchor, Sédhiou, Kédougou), illustre un carrefour complexe entre avancées étatiques et vulnérabilités persistantes. Des projets majeurs comme l'Agropole Sud (85% d'avancement), le marché Tilène à Ziguinchor, le gisement de phosphates à Kolda et le HMC à Médina Yoro Foulah réduisent les inégalités en soins et économie. Cependant, enclavement routier (Saraya-Saeinsoutou, Bembou-Saabodala), déficits infrastructurels (électricité, eau) et drames humains (inondations Bakel-Touba, violences sociales) entretiennent la marginalisation. La criminalité transnationale s'intensifie avec saisies record (272,25 kg cocaïne à Kalifourou, chanvre, MDMA), sites miniers clandestins (68/79 en Casamance favorisant trafic de mercure et exploitation sexuelle), et soupçons de mauvaise gestion. Ce document propose une analyse thématique des incidents survenus au Sénégal sur la période 26 Septembre au 15 octobre 2025. Il s'appuie sur les données collectées par un dispositif de veille et d'alerte précoce, conçu pour identifier les signaux faibles et les dynamiques émergentes susceptibles d'affecter la stabilité du pays. La note est structurée autour de quatre thèmes majeurs : la criminalité et l'insécurité publique, les tensions politiques et sociales, les défis structurels, et enfin, les initiatives positives de développement.

Méthodologie

La méthodologie rigoureuse adoptée repose non seulement sur la collecte d'informations provenant de multiples sources et d'acteurs, mais aussi sur l'analyse approfondie par des chercheurs qui permettent d'identifier des tendances à partir des incidents constatés. Cette approche assure une contextualisation fine des risques, en tenant compte des réalités sociopolitiques sénégalaises, ce qui permet d'élaborer des recommandations adaptées pour la prévention des crises et la consolidation de la paix. La méthodologie s'appuie sur le cadre théorique de l'alerte précoce, défini comme « l'ensemble des activités de collecte, d'analyse et d'interprétation de données factuelles permettant d'anticiper les risques et de renforcer la capacité de réaction des acteurs publics et de la société civile ». La couverture territoriale est assurée grâce à un réseau de moniteurs déployés dans des régions clés : Dakar, Thiès, Diourbel, Saint-Louis, Ziguinchor, Sédhiou, Kolda et Kédougou. Ce maillage permet de

saisir autant les dynamiques urbaines, marquées par les mobilisations politiques que sociales, et les dynamiques rurales, souvent liées aux tensions foncières, aux rivalités intercommunautaires ou aux effets des crises régionales. Les moniteurs procèdent à une veille documentaire régulière, à une revue de presse systématique, à l'extraction d'informations quantitatives et qualitatives relatives aux indicateurs, ainsi qu'à un codage thématique pour classer les données en fonction des composantes et sous-indicateurs définis.

Résultats clés

1. Criminalité, trafics et insécurité publique

L'analyse de la criminalité et des trafics constitue un baromètre essentiel pour évaluer la stabilité d'un État et la confiance des citoyens dans ses institutions. Ces phénomènes, particulièrement lorsqu'ils se concentrent dans les zones frontalières et les grands centres urbains, peuvent révéler des failles dans le dispositif sécuritaire étatique et affecter durablement la perception de l'insécurité. La période analysée révèle une criminalité aux multiples facettes, allant des délits financiers complexes aux violences interpersonnelles, témoignant d'une insécurité protéiforme sur le territoire.

- **Crimes financiers et escroqueries** : Plusieurs affaires d'escroquerie ont été recensées, notamment des arnaques au visa à Touba (préjudice de 87,5 millions FCFA) et à Dakar (1,8 million FCFA), ainsi que des cas de détention de faux billets à Dakar et Thiès. Enfin, un braquage a été signalé dans une station-service à Pout (Thiès), avec un butin de 2,4 millions FCFA.
- **Vols et cambriolages** : Les vols avec effraction sont fréquents dans les centres urbains, comme à Dakar où des boutiques et des entrepôts ont été ciblés. À Thiès, une tentative de vol à l'arraché a dégénéré en lynchage des auteurs présumés par la foule, un indicateur de la justice populaire face à la criminalité. Un cas de vol de bétail a également été enregistré à Dakar.
- **Violences interpersonnelles et drames sociaux** : Des drames poignants ont marqué la période, incluant le décès d'une femme à Samakoung (Sédhiou) suite à des violences

conjugales, le meurtre d'un berger à Tognataba (Sédhiou) et deux suicides présumés par pendaison à Sédhiou et Thiès.

- **Migration irrégulière et traite des personnes** : Les forces de l'ordre sont intervenues pour interpellier des candidats à l'émigration clandestine à Missirah et Dakar. Des réseaux de passeurs utilisant de faux documents ont été démantelés. De plus, un réseau de trafic sexuel a été démantelé par la gendarmerie dans le village aurifère de Kharakéna (Saraya), menant à l'arrestation de trois ressortissants étrangers pour proxénétisme et blanchiment d'argent. Le Sénégal apparaît comme une zone de transit et de consommation pour divers produits illicites, avec une forte implication de réseaux transnationaux, notamment dans les régions frontalières.

Type de Produit	Lieu de la Saisie	Quantité / Valeur Estimée
Cocaïne	Kalifourou (Kolda)	272,25 kg / 21,78 milliards FCFA
Chanvre indien	Thiès (BRS)	88 kg
Chanvre indien	Mbour (Région de Thiès)	88 kg
Chanvre indien	Sédhiou	20 kg
Chanvre indien	Touba (Diourbel)	35 blocs
Chanvre indien	Kolia (Kédougou)	86 sachets
MDMA (Cristaux)	Dakar	321 grammes
Kush	Dakar (Marché Castor)	17 sachets et 72 boulettes
Haschich	Thiès (AIBD)	32,686 kg
Mercure	Saraya (Kédougou)	5 kg
Produits psychotropes	Dakar	3 bonbonnes de protoxyde d'azote

L'analyse géographique des saisies met en évidence des plaques tournantes clés. La région de Kolda, avec le poste frontalier de Kalifourou, confirme son rôle de corridor pour le trafic de cocaïne en provenance de pays voisins. Thiès, notamment via l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD), est un point d'entrée pour les drogues synthétiques et le haschich. Dakar reste un centre majeur de distribution pour des

substances comme le MDMA et le kush. Enfin, les régions de Kédougou (Saraya) et Sédhiou sont des zones de transit pour le chanvre indien et le mercure, avec des sources d'approvisionnement explicitement liées au Mali et aux zones frontalières de la Gambie. Face à ces menaces, les différentes entités des Forces de Défense et de Sécurité (Gendarmerie, Police, Douanes, OCRTIS, GARSI) ont démontré une capacité d'intervention notable. Leurs actions reposent principalement sur l'exploitation de renseignements ciblés, comme en témoignent les saisies majeures de cocaïne à Kalifourou et de chanvre indien à Sédhiou. Les patrouilles régulières et les contrôles ciblés dans les zones urbaines ont également permis de démanteler des réseaux de cambrioleurs et de petits trafiquants à Dakar. Les succès opérationnels, marqués par des arrestations, des saisies importantes et le démantèlement de réseaux de traite des personnes, témoignent de l'engagement des forces de l'ordre. Toutefois, si les forces de sécurité démontrent une capacité opérationnelle face aux réseaux criminels, leurs efforts se déploient dans un contexte de tensions sociales et politiques plus profondes qui menacent également la stabilité nationale.

2. Tensions politiques et fractures sociales

Ce chapitre analyse les signaux de tensions au sein du tissu politique et social sénégalais. L'étude des dissensions internes aux partis, des revendications locales et des conflits fonciers est cruciale pour anticiper les risques de polarisation, de fragmentation communautaire et d'instabilité politique. Plusieurs incidents révèlent des lignes de fracture au sein de l'échiquier politique, tant au niveau national que local : À Goudomp, des dissensions profondes ont éclaté au sein du parti PASTEF lors d'un forum le 27 septembre 2025. L'événement a dégénéré en un affrontement entre le camp du ministre Olivier Boucal et celui du député Chérif Ahmed Dicko, avec des accusations mutuelles d'exclusion et de sabotage, menant à des tensions verbales et des dégradations matérielles. À Kolda, le 11 octobre 2025, des propos tenus par le député Yoba Baldé lors d'une distribution de kits scolaires ont déclenché une polémique au sein de son propre camp. La Jeunesse Patriotique du Sénégal (JPS) a dénoncé publiquement ses déclarations, les jugeant contraires aux valeurs du parti et sources de confusion pour les militants. Toujours à Kolda, l'émergence de la plateforme d'opposition "Kongol Fouladou" le 13 septembre 2025, regroupant plus de vingt partis et

mouvements, témoigne d'un sentiment de marginalisation politique de la région. L'accès à la terre et aux ressources naturelles demeure une source de tensions latentes. Deux cas emblématiques ont été rapportés : À Ndiormi (Kédougou), le 8 octobre 2025, les populations locales se sont inquiétées de l'apparition de bornes d'origine floue dans leurs champs et des sommations d'un bailleur leur ordonnant de quitter les lieux. Détenant des documents de délibération, elles ont lancé un appel aux autorités pour clarifier la situation et protéger leurs droits fonciers. À Sinthiou Malème (Sédhiou), le 13 octobre 2025, les habitants de plusieurs villages ont manifesté contre le morcellement non autorisé de près de 500 hectares de terres de culture. Cet acte, qui affecterait plus de 1000 personnes, a poussé les communautés à interpeller directement le Premier Ministre. La transparence dans la gestion des fonds publics a fait l'objet d'une vive controverse à Bakel. Suite aux inondations, le gouvernement a annoncé le 12 octobre 2025 le transfert de 8 milliards de FCFA aux sinistrés via "mobile money". Cependant, cette affirmation a été formellement démentie par le maire de Ballou et le Collectif des sinistrés, qui ont déclaré n'avoir rien reçu. Cette situation a conduit le mouvement "Gueum Sa Bopp" à annoncer le 15 octobre 2025 son intention de porter plainte contre plusieurs ministres pour exiger que toute la lumière soit faite sur l'utilisation de ces fonds.

3. Défis structurels : infrastructures, services publics et environnement

Ce chapitre examine les défis structurels qui affectent directement la qualité de vie des citoyens et nourrissent un sentiment d'inégalité territoriale. L'analyse porte sur l'état des infrastructures, l'accès aux services essentiels et les conséquences des aléas naturels, qui constituent des sources de frustration et de revendications récurrentes. Les incidents rapportés mettent en lumière des déficits critiques, particulièrement dans les régions périphériques du pays.

Infrastructures routières : L'état impraticable de plusieurs axes routiers dans la région de Kédougou est un problème majeur. Les routes Saraya - Saeinsoutou, Bambou-Saabodala et Kolia sont devenues des symboles de l'enclavement, avec des conséquences dramatiques telles que le blocage d'une ambulance en pleine évacuation ou l'isolement complet de villages pendant la saison des pluies.

Services d'Urgence : L'incendie survenu dans une boutique à Saraya le 11 octobre 2025 a ravivé le débat sur l'absence criante d'une caserne de sapeurs-pompiers dans le département, le temps d'intervention des secours ayant aggravé les dégâts.

Accès aux Services de Santé : Le drame de Madina Bafé (Kédougou) le 26 septembre 2025 illustre tragiquement les conséquences de ces carences. Une mère venant d'accoucher est décédée lors de son évacuation à moto, faute d'ambulance disponible et de route praticable pour un véhicule.

Désenclavement énergétique et routier : Le 6 octobre 2025, les villages de l'Alliance sénégalobissau-guinéenne à Ziguinchor ont lancé un appel aux autorités pour obtenir des routes bitumées et un accès à l'électricité, soulignant que leur enclavement freine tout développement économique local.

Les inondations saisonnières continuent de frapper durement plusieurs localités, testant la capacité de réponse de l'État. Dans les localités comme Bakel, Kédougou (Tomborokoto) et à Diourbel (Touba), les fortes pluies ont causés des inondations et le débordement du fleuve Sénégal entraînant des lâchers d'eaux du barrage de Manantali. Ces pluies ont impactés 178 familles ainsi que 946 hectares de champs menaçant les récoltes. A cela s'ajoute les dégâts matériels important dans ces zones. La réponse des autorités a été visible à Bakel, avec la mise à disposition de centres de recasement et des dons de matériel (motopompes, tentes) via le PUMA. Cependant, la perception des populations reste mitigée. À Golmy (Bakel), les habitants ont exprimé un fort sentiment en dénonçant le "mutisme des autorités" face à leur détresse. L'analyse des incidents révèle trois dynamiques distinctes :

- **La promesse de l'exploitation réglementée** : La découverte d'un gisement de phosphates à Kolda le 26 septembre 2025 illustre l'approche proactive des autorités. Celles-ci ont insisté sur la nécessité de la concertation avec les populations et la réalisation d'études d'impact pour prévenir les conflits, présentant l'exploitation comme une opportunité de développement local concerté.
- **Le chaos de l'exploitation clandestine** : En contrepoint, un audit du ministère des Mines révélé le 23 septembre 2025 a identifié 68 sites d'exploitation minière clandestins rien qu'en Casamance. Ces activités illégales génèrent des

dérives sécuritaires, environnementales et sociales, échappant à tout contrôle de l'État.

- **Les frictions de l'exploitation légale** : Même lorsque l'exploitation est légale, elle n'est pas exempte de conflits. À Madina Baffé, des tensions ont éclaté concernant la gestion du recrutement au sein de la mine, les populations locales exprimant leur mécontentement face à des pratiques jugées peu profitables pour elles. Cet incident met en lumière les défis liés au contenu local et à la redistribution des bénéfices, qui restent des sources potentielles de friction entre entreprises minières et communautés.

4. Initiatives positives et renforcement de la cohésion sociale

En dépit des tensions et des défis structurels, la période observée est également marquée par des dynamiques positives et constructives. Cette section vise à analyser les efforts déployés par l'État, la société civile et les communautés pour améliorer les services publics, renforcer la paix et promouvoir un développement local inclusif, offrant ainsi un contrepoint essentiel aux difficultés recensées. Plusieurs initiatives gouvernementales majeures ont été lancées ou consolidées, témoignant d'une volonté de répondre aux besoins des populations.

Renforcement de l'accès aux soins : L'installation d'un Hôpital Militaire de Campagne à Médina Yoro Foulah (Kolda), opérationnel depuis le 4 juillet 2025, est une action emblématique. Cette structure mobile certifiée par l'OMS vise à réduire les inégalités d'accès aux soins dans les zones rurales en offrant gratuitement des consultations spécialisées et des interventions chirurgicales.

Modernisation des infrastructures économiques : L'inauguration du marché Tilène à Ziguinchor le 13 octobre 2025 et l'avancement à 85 % du projet Agropole Sud à Adéane (annoncé le 14 octobre 2025) sont des signaux forts. Ces projets visent à dynamiser l'économie locale, à structurer le commerce et à créer des dizaines de milliers d'emplois directs et indirects en Casamance.

Devoir de mémoire et développement régional : Lors de la 23e commémoration du naufrage du Joola le 26 septembre 2025, l'État a réaffirmé son engagement à réaliser le mémorial-musée et à mettre

en œuvre le "Plan Diomaye pour la Casamance", liant ainsi le devoir de mémoire à une stratégie de développement et de consolidation de la paix pour la région.

La société civile, et en particulier les organisations de femmes, s'est montrée particulièrement active et influente dans la promotion du progrès social.

Consolidation de la paix : La célébration de la Journée internationale de la paix en Casamance le 22 septembre 2025 a été un moment fort de mobilisation. Les femmes, en première ligne, ont réitéré leurs demandes pour l'accélération du processus de paix, incluant le déminage et la réinsertion des déplacés.

Renforcement du leadership féminin : Le 26 septembre 2025 à Sédhiou, le CASADES a formé quarante femmes leaders sur des thématiques clés comme la gouvernance locale inclusive, la gestion financière et la résolution de conflits, afin de renforcer leur participation citoyenne.

Lutte contre les pratiques néfastes : Un jalon historique a été posé le 27 septembre 2025 lorsque les communautés de Badiary (Sédhiou) ont officiellement déclaré l'abandon de la pratique de l'excision, suite à une intense campagne de sensibilisation menée par des acteurs locaux.

Santé publique : Le Mouvement des Cadres Patriotiques (Moncap) a mené une campagne de sensibilisation et de dépistage des cancers du sein et du col de l'utérus en Casamance durant le mois d'octobre, contribuant à l'effort national de santé publique.

5. Orientations stratégiques

- **Réduire les inégalités d'accès aux services :** Prioriser les investissements dans les infrastructures rurales et frontalières pour équilibrer l'accès aux services publics, atténuant ainsi les tensions persistantes nées de la perception d'inégalités régionales.
- **Neutraliser la dualité criminelle :** Intensifier les patrouilles urbaines à Dakar et Thiès contre la criminalité classique (cambriolages, escroqueries), tout en renforçant les contrôles frontaliers sud-est contre les trafics transnationaux structurés (cocaïne, chanvre, mercure) via des partenariats internationaux.

- **Harmoniser la politique locale :** Apaiser les dissensions partisans à Goudomp et Kolda par des médiations inclusives, et canaliser la mobilisation politique vers des plateformes citoyennes pour des revendications constructives sur l'enclavement et le développement.
- **Valoriser le dynamisme sociétal :** Soutenir et institutionnaliser l'engagement de la société civile dynamique comme levier d'espoir, en favorisant son rôle dans la vigilance citoyenne, la mobilisation pour les droits et les initiatives locales de résilience.

Conclusion

Le Sénégal est à un tournant décisif surtout en matière de modernisation étatique contre vulnérabilités structurelles dans le Sud et l'Est. Des avancées notables marquent le développement, comme le déploiement du HMC à Médina Yoro Foulah pour améliorer l'accès aux soins, l'inauguration du marché Tilène à Ziguinchor et l'Agropole Sud à 85%, visant 50 000 emplois. Cependant, des défis persistants freinent les progrès : enclavement rural critique à Kédougou et Saraya avec routes impraticables causant des drames humains, controverse sur 8 milliards FCFA d'aide aux sinistrés de Bakel-Matam (plainte judiciaire), et criminalité transfrontalière intense (saisie de 272,25 kg de cocaïne à Kalifourou, MDMA, chanvre, escroqueries visas) liée à 68 sites miniers clandestins sur 79 en Casamance. Une gouvernance transparente et des infrastructures ciblées consolideront la résilience régionale.

Récapitulatif des incidents par indicateur

Composante/Indicateur	Niveau d'alerte				Total
	Vert	Jaune	Orange	Rouge	
Cohésion Sociale au Sénégal					
Activisme communautaire se transformant en tensions (mobilisations par quartier, village, confrérie, etc.)			1		1
Conflits fonciers ou pastoraux entre groupes (ex : agriculteurs vs éleveurs)			1		1
Inactivité des comités de paix, de dialogue intercommunautaire ou de médiation				2	2
Mobilisation communautaire contre les épidémies			1		1
Multiplication de discours clivants dans les médias ou sur les réseaux sociaux			1		1
Perception d'inégalités d'accès aux services publics entre régions ou groupes		6	3		9
Protestations locales liées à la répartition des ressources (ex : foncier, eau, électricité, infrastructures)		1			1
Réalisation d'infrastructure de bases	1				1
Gouvernance Politique et Démocratique au Sénégal					
Absence de la région dans l'attelage gouvernemental		1			1
Cadre légal de la participation citoyenne			1		1
Escalade verbale ou appels à la violence par des leaders politiques			1		1
Paix au Sénégal					
Circulation non contrôlée d'armes légères ou artisanales				1	1
Mouvements suspects ou non contrôlés de populations dans les zones frontalières			1		1
Présence de trafics transfrontaliers d'armes, drogues ou carburants	1	2	2		5
Retard ou rupture du processus de désarmement et réintégration (DDR)			1		1
Vol et agressions			1		1
Total	2	10	14	3	29

A propos du projet RESDECS

La Recherche au Service de la Démocratie et la Cohésion Sociale (RESDECS) est mis en œuvre par le Gorée Institute au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Il s'inscrit dans le cadre du projet Team Europe Democracy (TED) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Il vise à promouvoir la démocratie et la cohésion sociale à travers la production de connaissances fondées sur le factuel (voir méthodologie) pour renforcer la participation citoyenne, améliorer la gouvernance, réduire les inégalités et construire des communautés plus résilientes et pacifiques. Cela implique l'influence des politiques publiques par le billet des policy briefs qui facilitent à la prise de décision politique.

Les Policy Briefs du projet RESDECS sont des publications mensuelles qui offrent des analyses sur des questions spécifiques issues de données du terrain et fournissent des recommandations concrètes dans le but d'éclairer et d'influencer les décisions en matière de politiques publiques. Ils visent à orienter les débats et la prise de décisions en offrant une plateforme aux praticiens, aux universitaires, aux organisations de la société civile, mais aussi et surtout aux décideurs pour présenter leurs analyses et leurs recommandations concernant les questions de démocratie, paix en Afrique de l'Ouest plus particulièrement au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire.

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet Team Europe Democracy ([TED](#)) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Cependant, son contenu relève de la seule responsabilité de l'Institut Gorée et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne, de la BMZ et du TED.



Ile de Gorée, Résidence Bibi
BP: 05 Gorée, Sénégal

+221 33 849 48 49
info@goreeinstitut.org
www.goreeinstitut.org

www.facebook.com/goreeinstitute
www.twitter.com/goreeinstitute
www.instagram.com/goreeinstitute